



HAL
open science

**Pascal Blanchard, Nicolas Bancel et Dominic Thomas
(dir.), Vers la guerre des identités? De la fracture
coloniale à la révolution ultranationale**

Pascal Fugier

► **To cite this version:**

Pascal Fugier. Pascal Blanchard, Nicolas Bancel et Dominic Thomas (dir.), Vers la guerre des identités? De la fracture coloniale à la révolution ultranationale. 2016. halshs-01683431

HAL Id: halshs-01683431

<https://shs.hal.science/halshs-01683431>

Submitted on 13 Jan 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Fugier, P. (2016). « Pascal Blanchard, Nicolas Bancel et Dominic Thomas (dir.), Vers la guerre des identités ? De la fracture coloniale à la révolution ultranationale ». *Le sujet dans la cité. Revue internationale de recherche biographique*, 7, p. 279-285.

Cet ouvrage collectif, dirigé par les historiens Pascal Blanchard (chercheur au CNRS) et Nicolas Bancel (professeur à l'Université de Lausanne) ainsi que Dominic Thomas (directeur du Département d'études françaises et francophones de l'Université de Californie à Los Angeles), réunit une vingtaine de contributeurs issus d'horizons disciplinaires divers, principalement l'histoire, mais aussi d'autres sciences humaines (anthropologie, droit, sciences politiques, sociologie) ainsi que la philosophie, le journalisme et la littérature. Fort de cette diversité, cet ouvrage propose une problématisation multiple et complexe des crises et crispations identitaires qui se révèlent dans l'opinion, l'attitude et les actes d'une partie croissante de citoyens français et qui se cristallisent sur les phénomènes migratoires, l'Islam ou encore le communautarisme. En les resituant dans leur contexte socio-économique et historique (globalisation économique, aggravation du précarat et des situations de pauvreté, ethnicisation des territoires, genèse et nouveaux visages du colonialisme et du racisme, institutionnalisation des mouvements antiracistes, guerres étatiques au Moyen-Orient et en Afrique...), les contributeurs de cet ouvrage défendent des thèses qui vont à l'encontre de celle de Samuel Huntington sur le choc des civilisations, qui tend malencontreusement à se constituer en *doxa* dans de nombreux cercles intellectuels, politiques, journalistiques et à prendre la forme d'une prophétie auto-réalisatrice. De quoi interroger l'actualité et le devenir du vivre-ensemble.

L'ouvrage se décline en deux principales parties. Les directeurs de l'ouvrage proposent une introduction dense et laissent transparaître d'emblée leur positionnement critique vis-à-vis de la posture populiste et anti-intellectuelle du Premier ministre Manuel Valls, quand il fustige la culture « de l'excuse » dont les sciences sociales seraient porteuses, tout en entretenant la thèse du choc des civilisations. Valls emboîte le pas de Nicolas Sarkozy, Robert Ménard, mais aussi de leaders d'opinion comme Philippe Val et Malek Boutih, en flirtant avec les lignes néoconservatrices d'intellectuels et écrivains médiatiques comme Eric Zemmour,

Alain Finkielkraut, Pierre Nora ou Pascal Buckner. De telles prises de position idéologiques amplifient le brouillage droite-gauche qui s'est aussi particulièrement illustré dans le collectif *La Manif pour tous* dont Florence Rochefort montre les multiples visages de ses participants. Ce collectif rassemble aussi bien catholiques, musulmans, juifs, athées, royalistes, militants de droite, de gauche et leurs extrêmes. Ils se rejoignent sur la critique du relativisme culturel, de l'individualisme et des effets pervers de l'égalitarisme démocratique (p. 124).

Spécialistes du colonialisme et de l'immigration, Pascal Blanchard, Nicolas Bancel et Dominic Thomas tâchent de mettre du sens sur des événements aussi insoutenables que les attentats perpétrés en France. Ils soulignent parmi leurs conditions d'émergence les effets conjoints de deux dénégations : celle du passé colonial (négation d'une part pourtant incontournable de l'histoire de France, dans laquelle restent enfermées les populations immigrées, tout regard critique posé sur cette histoire tendant à être perçu comme un appel à la « repentance » qui met à mal la « grandeur » de la France) ; ce passé colonial s'actualise dans une autre dénégation, celle de l'ampleur et de l'accroissement des inégalités et discriminations territoriales et socio-ethniques dans une République qui se prétend une et indivisible. Réalité qui peine à être reconnue de par l'impossibilité d'instaurer un système de statistiques ethniques, tandis qu'une autorité constitutionnelle comme la HALDE (dont les missions sont désormais transférées au Défenseur des droits) considère, à tort, que les discriminations raciales et ethniques sont moins nombreuses que celles que subissent les femmes, les malades, les handicapés et les seniors (comme le confirme dans son chapitre Alec Hargreaves). Cette double dénégation rend inefficace, voire hypocrite, tout appel au vivre-ensemble et participe au mal-être d'adolescents et jeunes adultes en quête d'identité. Daesh s'appuie sur cette crise identitaire et l'actualisation du passé colonial dans un rapport post-colonial opérant un clivage entre les Français dits "de souche" et ceux issus de l'immigration postcoloniale, pour susciter l'engagement de jeunes djihadistes sur fond de ressentiment (qui se définit lui par l'incapacité d'oublier ce qui est dénié par l'Autre). Par ailleurs, face à un modèle d'intégration de type assimilationniste (Manuel Valls affirme en novembre 2015 que « notre modèle est profondément assimilationniste », comme le rappelle Piro-D. Galloro), les auteurs insistent sur la construction nécessairement précaire du

vivre-ensemble et proposent une lecture compréhensive des processus d'acculturation en soutenant qu'on sous-estime leur ambivalence et leur complexité. Tout processus d'acculturation suscite des angoisses, un désir de sécurisation, des tensions intercommunautaires et interculturelles (p. 25) qui ne peuvent être dépassés que dans le temps long.

La première partie de l'ouvrage interroge l'impact de la fracture coloniale sur le modèle d'intégration français. Si le récit républicain met en scène une nation française une et indivisible, Gilles Boëtsch et Pascal Blanchard soulignent à la fois le retour et l'enracinement du concept de « race » dans les discours publics, à l'instar des sorties médiatiques de Nadine Moreno, et ce malgré les nombreuses réfutations scientifiques de la théorie des races. La pensée raciale s'avère tenace et se redéploie aujourd'hui sous la forme du différentialisme culturel (dont on peut penser avec Sylvain Crépon que Jean-Marie Le Pen est le principal porte-parole) qui vient se substituer à une conception biologique de la race, mais ne réduit pas moins les déterminants des conduites à « une culture d'origine » immuable et appelle au cloisonnement des héritages culturels.

Un des fils rouges de l'ouvrage, en particulier de sa première partie, concerne le passé colonial de la France. À l'instar des directeurs de l'ouvrage, Ariane Chebel d'Appollonia pose un regard critique sur la relecture du colonialisme qu'effectuent des hommes politiques de premier ordre, comme le président Nicolas Sarkozy lors de son discours à Dakar en juillet 2007 dans lequel il relativise les aspects négatifs de la colonisation et à l'inverse valorise son impact, tout en responsabilisant « l'homme africain » dans son incapacité à « entrer davantage dans l'histoire ». On peut aussi se reporter au chapitre d'Alain Mabanckou et Dominic Thomas. Les auteurs présentent la performance artistique « Exhibit B » de Brett Baily, mettant en scène l'exhibition de Noirs dans des décors similaires aux zoos humains des expositions du début ^{xx}^{ème} siècle. Véritables outils de propagande coloniale, ces représentations déshumanisantes des Noirs font écho avec les politiques actuelles de l'Union Européenne envers les migrants (p. 110). La vision enchantée du colonialisme est aussi mise à l'épreuve des faits historiques regroupés par Alain Ruscio. Se référant notamment à Aimé Césaire et à la destruction de processus de civilisation opérée par la barbarie coloniale, Ruscio nuance les bienfaits du colonialisme et évoque par exemple la plus-value acquise par l'économie française

dans la construction de voies de communication en recourant au travail forcé et à l'exploitation de la main-d'œuvre locale, occasionnant beaucoup de décès sur les chantiers. De même, les avancées concernant la scolarisation et les systèmes de santé s'avèrent très réduites : sept hôpitaux seulement ont été construits en Tunisie en 70 ans de colonisation par exemple, tandis que l'Algérie comptait encore plus de 90 % d'illettrés en 1948. L'engagement de l'empire colonial français reposant sur un mobile utilitaire plutôt qu'humaniste (besoin d'une main-d'œuvre et d'un encadrement plus qualifié).

Face à l'ethnocentrisme ostensible d'hommes politiques comme Claude Guéant, alors ministre de l'Intérieur, quand il exige des immigrés qu'ils s'assimilent culturellement et qu'ils adoptent « nos » valeurs et coutumes, Yvan Gastaut (P. 76) se demande combien de générations d'immigrés et de personnes issues de l'immigration vont devoir défiler sans subir ce type d'injonction qui de fait rend leur intégration impossible. Rien d'étonnants alors à ce que les rares propositions faites pour infléchir notre modèle d'intégration du côté de l'acculturation plutôt que de l'assimilation suscitent de fortes résistances idéologiques. Yves Gastaut prend l'exemple de la réception du rapport de Thierry Tutot en 2013, dans lequel il propose le concept de « société inclusive » et suggère, entre autres, de supprimer la loi sur le voile, donner des noms issus de l'immigration aux rues ou encore étudier à l'école non pas l'histoire (fictive) de France mais celle des Français, et par conséquent de l'immigration (p. 69). Dans la même optique, Nicolas Bancel et Pascal Blanchard regrettent l'inexistence d'un musée sur l'histoire coloniale en France comme lieu de débat sur le phénomène colonial et soulignent à l'inverse les nombreuses tentatives effectuées ces dernières décennies pour commémorer et rendre hommage aux bienfaits du colonialisme (projet d'un Mémorial national de la France outre-mer à Marseille lancé en 2000, projet d'une Maison de l'histoire de France à Paris en 2011...).

Comme le soutient Raphaël Liogier, la dégradation de l'opinion publique vis-à-vis des immigrés et de l'immigration ces dernières années ne peut se résumer aux effets de la crise économique (incitant à une attitude défensive et au repli sur soi) mais s'explique aussi par l'introduction d'un « populisme liquide » (p. 79) dans les sphères politique et médiatique, qui dissout les distinctions de classe derrière le mythe d'un peuple uni et indivisible, au nom duquel toute forme d'altérité est

combattue et rejetée. Il est aussi question de l'évolution de l'opinion publique dans le chapitre que Nonna Mayer consacre aux vieux et nouveaux visages de l'antisémitisme en France. Si elle fait état de la hausse inquiétante des actes et menaces antisémites depuis le début des années 2000 (principalement commis par des jeunes s'identifiant à la lutte palestinienne) ainsi que de la dégradation de l'image d'Israël (critique d'Israël qui peut masquer un antisémitisme), elle distingue clairement les actes des opinions antisémites. Or, la conception raciale des individus s'identifiant comme juifs est moins développée comparée aux personnes identifiées comme asiatiques, maghrébines, musulmanes, ou encore parmi les Roms. De même, la religion juive est bien moins rejetée que la religion musulmane et les juifs « sont de loin la minorité la mieux acceptée en France » (p. 93). Ce qui ne doit pas pour autant gommer la survivance de stéréotypes à l'encontre des juifs. L'auteur ouvre une piste de recherche intéressante à ce propos, qui s'attacherait à croiser les stéréotypes que chaque communauté a sur les autres. Ceux qui entretiennent le racisme à l'encontre des juifs parmi des membres de la communauté musulmane faisant écho avec ceux qui entretiennent le racisme à l'encontre des musulmans parmi des membres de la communauté juive. Une brève analyse de contenu des articles et commentaires mis en ligne sur le site de *La ligue de défense juive* (présentée de façon bien euphémique par Nicolas Lebourg comme « une milice d'autodéfense ») en constitue une triste démonstration : il y est question par exemple de « l'hégémonie de la secte de mahomet le pédophile », des « raclures islamistes » et autres « nazislamistes ». Le poids du passé colonial exerce là encore son influence dans la genèse du racisme anti-juif de certains Maghrébins et musulmans. Rachid Benzine (tout comme Alec Hargreaves) revient sur le traitement discriminatoire que subissaient les musulmans, maintenus sous le régime de l'indigénat, tandis que les juifs indigènes accédaient d'office à la citoyenneté française. De même, tandis que la France continue de résister à sa part d'islamité, la reconstruction des mythes d'origine de la France qui s'opère après la Seconde guerre mondiale met en avant son héritage judéo-chrétien, au détriment d'autres héritages (arabe mais aussi grec, latin, celte, ibère...) et alors que la France (comme d'autres nations européennes) se disait plutôt jusque-là de tradition chrétienne.

La seconde partie de l'ouvrage traite du processus menant du rejet de l' « Autre » à la radicalisation identitaire. Nicolas Bancel s'intéresse pour sa part aux phases par lesquelles les discours politiques se sont ethnicisés. Tout comme Nicolas Lebourg, il repère le rôle clé du traitement des mouvements sociaux ouvriers de l'industrie automobile au début des années 1980, requalifiés par le gouvernement socialiste en lutte culturelle, comme des « grèves saintes d'intégristes, de musulmans, de chiites » (p. 159), afin de les délégitimer. Le procédé est similaire lors des émeutes urbaines de 2005, identifiées par la majorité de la classe politique et des médias comme un problème avant tout ethnique (symbole du refus d'intégration et du mépris des valeurs républicaines de ceux que Nicolas Sarkozy désigne comme des « racailles »). À partir des travaux de Jérôme Valluy, Nicolas Bancel souligne le rôle clé dans la légitimation de la thématique du « problème » et de la « menace » de l'immigration des directions des politiques migratoires au sein des administrations publiques qui réemploient depuis les années 1960 une « technocratie coloniale » (p. 159). Piro-D. Galloro confirme sur le plan statistique ce tournant que l'État français effectue dans sa politique migratoire, le nombre d'acquisitions de la nationalité française ayant baissé d'environ un tiers entre 2000 et 2014, à travers un durcissement des critères d'admission (huit dossiers sur dix sont rejetés). Le processus dépasse les frontières de l'hexagone et concerne l'Union Européenne. Or, Claire Rodier remet non seulement en cause la fiabilité du nombre de migrants clandestins dans l'UE qu'indique l'agence *Frontex* mais remarque, en prenant l'exemple du conflit syrien, que si quelques dizaines de milliers de Syriens ont migré dans l'UE, ce sont plusieurs dizaines de millions d'entre eux qui ont été accueillis dans les pays limitrophes de la Syrie depuis 2013. Plus largement, 80 % « des 60 millions de victimes de migrations forcées vivent dans des pays en voie de développement » (p. 181) tandis que l'ensemble des États membres de l'UE accueille autant de réfugiés que le Pakistan.

Face à la montée inexorable du Front National (qui s'affiche désormais davantage comme anticapitaliste qu'anticommuniste et poursuit sa stratégie de dédramatisation en s'adressant notamment aux jeunes issus de l'immigration, comme le relève Sylvain Crépon) et si l'opinion publique française s'affiche majoritairement défavorable à l'accueil des réfugiés politiques et à l'immigration, on peut se demander, à partir de la contribution d'Emmanuel Debono, si les

associations antiracistes luttent effectivement contre le racisme ou si elles l'entretiennent, de par leurs multiples divisions (entre celles qui défendent le modèle républicain et celles qui fustigent le racisme républicain) et le fait qu'elles sont de plus en plus perçues comme « une police de la pensée » (P. 189), moralisatrice ou bien-pensante. Ce ne sont pas les discours anti-raciste mais plutôt les discours que Renaud Dély qualifie de « déclinistes » qui tendent à constituer la *doxa* contemporaine, rejetant le présent perçu comme décadent et prônant un passé idéalisé et fictif (P. 198-199), comme en témoignent les succès d'un magazine comme *Valeurs actuelles* ou d'essayistes comme Éric Zemmour, Alain Finkielkraut et Renaud Camus, entre autres. Alec Hargreaves s'interroge sur le rôle que peut jouer la LICRA dans la radicalisation identitaire de certains jeunes. La condamnation que cette association effectue de certaines luttes contre l'islamophobie et la négrophobie, jugées communautaristes et comme des « revendication[s] identitaire[s] victimaire[s] » par le délégué interministériel à la LICRA Gilles Clavreul, et la hiérarchie que la LICRA instaure plus globalement entre la lutte contre le racisme anti-Arabe et anti-Noir d'un côté et la lutte contre l'antisémitisme de l'autre, à qui elle réserve un traitement particulier, interroge. Alec Hargreaves se demande « pourquoi il faudrait refuser de nommer l'islamophobie tout en insistant sur l'importance de désigner la spécificité de l'antisémitisme » (p. 241) et pourquoi l'engagement des associations de lutte contre l'antisémitisme n'est pas aussi taxé de communautariste, alors qu'elles participent également à la compétition victimaire ? Dans un contexte géopolitique qui incline les jeunes générations issues de l'immigration post-coloniale à s'identifier à la condition des Palestiniens colonisés par l'État israélien, qui se définit depuis 2014 comme « l'État nation du peuple juif », on peut effectivement craindre que le fameux « deux poids deux mesures » qu'opèrent certaines associations de lutte contre l'antisémitisme, de même que leur soutien au gouvernement de Netanyahu (considéré par plusieurs analystes en sciences politiques, y compris en Israël, comme un gouvernement d'extrême droite, nationaliste et raciste) favorisent le glissement possible (mais pas systématique) entre l'antisionisme et l'antisémitisme. Il en est de même concernant les fins humiliantes de Saddam Hussein, « pendu sans avoir pu finir sa dernière prière » et de Mouammar Kadhafi, « lynché sur place » (p. 251), auxquelles s'intéresse Fouad Laroui. Si les actes commis par ces dirigeants politiques sont hautement condamnables, la médiatisation de leur fin de vie

funeste et effroyable (à laquelle ont même échappé les criminels nazis) participe au sentiment d'humiliation, historiquement enraciné, de nombreux Arabes et musulmans (humiliation qui fait écho par exemple avec « l'écrasement » des Arabes par l'armée israélienne en 1967).

Laurent Mucchielli tâche quant à lui de déconstruire l'assignation identitaire associant immigration, délinquance et terrorisme. Il propose une analyse statistique de la délinquance qui atteste de l'origine sociale défavorisée des jeunes délinquants, de leur nombre marginal relativement à l'ensemble de la population des jeunes étrangers ou immigrés, ou encore de la moindre répression dont bénéficient les criminels « en cols blancs ». Il joint à ces données statistiques une lecture psychosociale du processus de construction identitaire des jeunes délinquants issus de l'immigration postcoloniale, « qui passe par la rationalisation de l'opposition à un modèle jugé inaccessible et vise une revalorisation identitaire du sujet » (p. 235).

L'analyse sociologique et historique que délivre Fouad Laroui dans le dernier chapitre de l'ouvrage constitue selon nous une parfaite conclusion à l'ouvrage. Revenant sur le trauma collectif occasionné par les Accords de Sykes-Picot en 1916 sur le redécoupage du Moyen-Orient, qui continuent de faire l'actualité des médias arabes et sont considérés comme le symbole et l'origine de leurs malheurs actuels (p. 254), Fouad Laroui souligne l'inefficacité voire les effets pervers qu'occasionne le rabâchage du « récit européen » concernant le colonialisme ou la Seconde guerre mondiale, de par la présence d'un autre récit « aussi cohérent, structuré, illustré », qui tourne en boucle dans les médias arabes auxquels s'abreuvent quotidiennement de nombreux jeunes français musulmans et qui rendent davantage « compte de l'humiliation de leurs parents » (p. 257). Nous ne pouvons que rejoindre Fouad Laroui quand il affirme qu'il faut « réécrire l'Histoire du XX^{ème} siècle, en ayant le courage (ou la folle ambition) d'intégrer tous les récits, celui des perdants aussi, de ceux qu'on a colonisés, "écrasés", humiliés, de ceux à qui on a fait des promesses vite oubliées. Il faut intégrer tous ces récits dans un métarécit humaniste qui serait celui de tous les hommes, où personne ne serait oublié et dans lequel chacun pourrait se reconnaître. » (p. 258)

Pascal Fugier

Université de Cergy-Pontoise. Laboratoire EMA